



HAL
open science

L'élection au Guatemala : incertitude, confusion et violence

Erica Guevara

► **To cite this version:**

Erica Guevara. L'élection au Guatemala : incertitude, confusion et violence. Les Études du CERI, 2020, 245-246, pp.63 - 65. 10.25647/etudesduceri.245-246.11 . hal-03455937

HAL Id: hal-03455937

<https://sciencespo.hal.science/hal-03455937>

Submitted on 29 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

L'élection au Guatemala : incertitude, confusion et violence

par Erica Guevara

La victoire en apparence claire du candidat Alejandro Giammattei avec 57,95 % des voix au second tour de la présidentielle guatémaltèque du 11 août 2019 a mis fin à une campagne électorale dont l'issue a pourtant été incertaine pendant de longs mois. Entachée d'irrégularités, marquée par l'écœurement et la lassitude de la population face aux scandales de corruption, elle a été pour le moins confuse. Elle témoigne de l'incapacité des institutions politiques à transformer l'essai après l'important processus de mobilisation nationale qui avait mené à la démission puis à l'incarcération du président Otto Pérez Molina pour des affaires de corruption en 2015.

Pour comprendre le déroulement de ce processus électoral au Guatemala, il faut avant tout tenir compte de la confusion qui a régné pendant la campagne du premier tour. Soulignons d'abord l'ampleur de ces élections générales du 16 juin 2019 : les Guatémaltèques étaient invités à placer cinq bulletins différents dans les urnes pour élire simultanément leurs députés (à l'échelle des districts et sur liste nationale), leurs maires, leurs représentants au Parlement centraméricain (Parlacen) et leur président. Ces élections ont par ailleurs été marquées par un nombre record de partis et de comités civiques (plus de vingt-sept à l'échelle municipale), souvent créés pour l'occasion.

Pendant de longs mois, l'incertitude a plané quant au nombre exact de candidats à l'élection présidentielle : sur les vingt-quatre initialement inscrits sur la liste en mars, seuls dix-neuf figuraient finalement sur les procès-verbaux définitifs des résultats. Cinq candidatures ont été révoquées pendant la campagne électorale, dont celles des deux candidates longtemps en tête des sondages, Thelma Aldana (Parti Semilla) et Zury Ríos (Parti Valor). En dépit de ses efforts pour faire reconnaître sa candidature malgré l'interdiction constitutionnelle¹, cette dernière, fille de l'ancien dictateur Efraín Ríos Montt, a été déboutée par le Tribunal suprême électoral (TSE) un mois à peine avant l'élection. Quant à l'ancienne procureure Thelma Aldana, qui a joué un rôle majeur dans le processus de mise en accusation et d'incarcération de Otto Pérez Molina, et qui travaillait de près avec la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala (CICIG), sa candidature a été révoquée le 16 mai 2019 car elle n'était pas en mesure de produire un document administratif (le *finiquito*) attestant de l'absence de procédures en cours et/ou de dettes envers l'Etat. Les trois autres candidatures annulées concernent des partis mineurs : Mario Estrada (Union du changement national, UCN), à la suite de son arrestation aux Etats-Unis pour liens avec le narcotrafic ; Mauricio Radford (Fuerza), en raison d'un procès pénal en cours ; et Edwin Escobar (Prosperité citoyenne), pour non-respect des conditions d'éligibilité à l'instar de Thelma Aldana. En résumé, quelques semaines avant l'élection, une grande partie de l'électorat s'est retrouvée « orpheline », et s'est vue obligée de se tourner vers un nouveau candidat.

¹ L'article 186 de la Constitution guatémaltèque interdit de se présenter aux élections lorsqu'on est apparenté à un chef d'Etat arrivé au pouvoir à la suite d'un coup d'Etat.

Ces événements ont profité aux autres nombreux candidats, qui ont pu concurrencer Sandra Torres (Unité nationale de l'espoir, UNE), en tête des sondages pendant toute la campagne. L'ex-femme de l'ancien président Alvaro Colom (2008-2012) avait déjà tenté de remporter l'élection en 2015. Controversée, sa longue trajectoire politique clive l'électorat guatémaltèque, notamment dans les villes où les programmes d'aide alimentaire destinés aux zones rurales (Programme Bolsas Solidarias) – mis en place durant le mandat de son ex-mari et dont le retour était au cœur des promesses de campagne de la candidate – sont perçus comme des formes de clientélisme et de démagogie.

Le premier tour a aussi été particulièrement fastidieux pour le TSE, chargé de la mise en application de la nouvelle Loi électorale et des partis politiques (LEPP, votée en 2016) dont la légitimité a été mise en doute à maintes reprises. Cette loi introduisait entre autres de nouvelles normes de financement des partis politiques et de régulation de la propagande dans les médias (dont la réduction du temps de campagne) et la prise en compte des votes nuls dans le résultat final². Polémique, cette loi a aussi engendré de nombreuses difficultés car les décrets d'application ont été promulgués tardivement. Enfin, la campagne a également été marquée par un degré élevé de violence : assassinat de cinq candidats et de plusieurs personnalités politiques, attaques et menaces envers des maires en exercice, des candidats et des journalistes, menace de boycott de l'élection de la part de groupes d'anciens militaires. Quelques jours avant l'élection, le chef du département chargé du contrôle des délits électoraux, Oscar Schaad, a annoncé sa démission et son départ à l'étranger après avoir reçu des menaces. Différents incidents organisationnels graves se sont aussi produits dans les bureaux de votes – bulletins de vote perdus, urnes brûlées, routes bloquées, confrontations entre partisans des différents bords dans certains bureaux de vote – conduisant à l'annulation des élections dans deux municipalités (Zacapa et San Marcos)³. En raison des nombreuses accusations de fraude et dénonciations d'incohérences entre les chiffres inscrits dans les procès-verbaux des bureaux de vote et les résultats effectivement publiés, le TSE a dû recompter l'intégralité des bulletins.

Sandra Torres est arrivée en tête avec 25,53 % des voix, suivie de loin par l'« éternel candidat » de droite et ancien directeur du système pénitentiaire Alejandro Giammattei (Vamos) avec 13,96 %. Les troisième et quatrième places de ce premier tour sont plus inattendues : l'ancien diplomate Edmond Mulet, du Parti humaniste du Guatemala (11,22 %, droite) et Thelma Cabrera, candidate du Mouvement pour la libération des peuples (MLP) (10,37 %), qui défend les droits des indigènes. Aucun des quinze autres partis n'est parvenu à dépasser la barre des 10 % de voix. La défaite a été cuisante pour le parti au gouvernement de Jimmy Morales, le Front de convergence nationale (FCN-Nación) n'obtenant que 4,1 % des voix. Roberto Arzú, fils de l'ancien président et ancien maire de la capitale Alvaro Arzú, candidat de l'alliance Parti de l'avance nationale-Podemos, a lui aussi subi un cinglant échec avec 6 % des votes, alors qu'il était souvent placé deuxième ou troisième dans les sondages.

La cartographie des résultats du premier tour montre surtout un très fort clivage entre zones rurales et zones urbaines, dans un pays où 51,2 % de la population habite en zone rurale,

² Selon l'article 237 de la nouvelle LEPP, si le nombre de votes nuls dépasse 50 % du nombre total de votes exprimés, le scrutin est annulé et de nouvelles élections doivent être organisées.

³ Voir le rapport de la Mission d'observation électorale de l'Organisation des Etats américains pour le détail des incidents intervenus pendant le premier tour de l'élection.

plus de 62,4 % vit en situation de pauvreté et 49 % des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition⁴. Sandra Torres a remporté la plupart des municipalités du territoire, notamment dans les zones les plus rurales et les plus pauvres, mais aussi dans les nouvelles zones urbaines des villes petites et moyennes, tandis qu’Alejandro Giammattei et Edmond Mulet ont surtout enlevé les zones les plus urbanisées du pays, dont un certain nombre de municipalités les plus riches de la capitale et des villes intermédiaires. Pour sa part, Thelma Cabrera a conquis les nouvelles zones urbaines de l’Altiplano.

Le résultat des élections législatives donne pourtant une large majorité à l’UNE, qui dispose de cinquante-deux députés (sur cent soixante), contre seulement dix-sept pour le parti Vamos, et douze pour l’UCN. Sur les seize autres partis qui comptent des élus, seul le parti de Zury Ríos, Valor, est parvenu à obtenir au moins neuf députés. Enfin, les partis de défense des intérêts des populations indigènes ne gagnent que peu de députés (un pour le MLP et quatre pour Winaq). A l’échelle locale, c’est aussi le parti de Sandra Torres qui remporte le plus de municipalités (cent huit sur trois cent quarante), suivie de l’UCN (trente-six), des Comités civiques (trente et un), du parti Vamos (vingt-neuf), du parti Todos (dix-neuf) et du FCN-Nación (dix-neuf). Ces résultats doivent être analysés à l’aune des enjeux locaux, souvent déterminés par l’influence des caciques en présence, comme en témoigne l’exemple du très populaire candidat Neto Bran qui a conquis sans difficulté la mairie de Mixco⁵.

A l’échelle nationale, c’est le vote nul qui remporte l’élection du Parlacen avec plus de 20 % des voix, un taux historique par rapport aux élections précédentes. Nombre de ces votes nuls sont exprimés par des mots et insultes inscrits sur les bulletins, témoignant ainsi du rejet des représentants de l’institution centraméricaine par les citoyens. Mais contrairement aux craintes, la nouvelle reconnaissance des votes nuls dans la comptabilisation des votes valides n’a pas entraîné une recrudescence de cette forme d’expression à l’échelle nationale : seuls 4,12 % des électeurs ont voté nul à l’élection présidentielle. En revanche, l’abstention est élevée : plus de 37,8 % de la population ne s’est pas rendue aux urnes au premier tour, soit le taux le plus fort depuis les élections de 2007. Au second tour, elle a atteint 57,3 %.

Les résultats du second tour confirment le clivage entre zones urbaines et rurales. Le grand gagnant du report de voix est Alejandro Giammattei, qui a quadruplé son score. Le vote des capitales départementales a été déterminant : Giammattei a réussi à en remporter vingt et une sur vingt-deux (qui concentrent plus de 77 % du total des électeurs ayant voté pour lui), dont seize avec plus de 60 % des votes valides. Pour sa part, Sandra Torres gagne huit départements, toujours parmi les plus ruraux du pays, dont les territoires d’exploitation minière de la « bande transversale du Nord » (Alta Verapaz, Huehuetenango, Izabal et Quiché). Mais elle n’arrive à conquérir qu’une seule capitale départementale, celle de Jalapa, qu’elle ne remporte qu’avec 52 % des votes. Le résultat final témoigne surtout d’un rejet important de sa candidature par l’électorat urbain, dans un pays qui s’urbanise de plus en plus mais qui reste profondément inégalitaire. Fragmentation partisane, crise migratoire et gestion du départ de la CICIG dans un contexte toujours aussi corrompu, sont quelques-uns des défis que devra affronter le nouveau président.

⁴ Voir les chiffres du PNUD, www.gt.undp.org

⁵ Voir par exemple Soy 502, « El efecto Bran no funcionó para el Partido Todos », 17 juin 2019 (www.soy502.com).